



NORD

Le CONSEIL MUNICIPAL de la VILLE de SECLIN, convoqué le 25 février 2022 par Monsieur le Maire, s'est assemblé en salle Ronny Coutteure sous la présidence de **Monsieur François-Xavier CADART, Maire.**

**Nombre de Conseillers en exercice : 33**

**Présents : 28**

**Votants : 33**

**Etaient présents :**

CADART François-Xavier, Maire,

BACLET Christian, GAUDEFROY Stéphanie, SERRURIER Didier, MASSET Amandine, LEMAITRE Olivier, RACHEZ Marie-Chantal, GOULLIART Emmanuel, SPOTBEEN Michel, Adjoints.

MILLE Roger, CARLIER Hervé, BAEYENS Marcelle, VANDENKERCKHOVE Didier, LESCROART Daniel, MAKSYMOWICZ Laurence, WEKSTEEN David, HUGUET Caroline, LEGRAND Pierre, FRERE Francine, EL GHAZI Fouad Eddine, ROSENBERG-LIETARD Amandine EL MESSAOUDI Amira, CORBEAUX Éric, DAL Perrine, PRUNES-URUEN Sophie, HUART Cécile, PELLIZZARI Rachel, PACINI Antoine, Conseillers.

**Absent :**

GABREL Cécile, procuration à GAUDEFROY Stéphanie  
HOGUET Dominique, procuration à HUGUET Caroline  
ADORNI Christel, procuration à CADART François-Xavier  
DECRAENE Pierre, procuration à HUART Cécile  
VANDEKERCKHOVE Benjamin procuration à CORBEAUX Éric

**OBJET :** CREATION D'UN EMPLOI PERMANENT lorsque les besoins des services ou la nature des fonctions le justifient et sous réserve qu'aucun fonctionnaire n'ait pu être recruté dans les conditions prévues par la loi

**COMMUNE DE SECLIN**

**DELIBERATION N°2**

**SEANCE DU CONSEIL MUNICIPAL  
DU 4 MARS 2022**

**CREATION D'UN EMPLOI PERMANENT  
lorsque les besoins des services ou la nature des fonctions le justifient et  
sous réserve qu'aucun fonctionnaire n'ait pu être recruté dans les  
conditions prévues par la loi**

(CAS OU L'EMPLOI POURRAIT ETRE POURVU PAR UN AGENT CONTRACTUEL  
EN APPLICATION DE L'ARTICLE 3-3-2° DE LA LOI N°84-53 DU 26/01/1984)  
NOUVEL ARTICLE A/C DU 01/03/2022 : L.332-8-2°

Le conseil municipal ;

**Vu** la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires

**Vu** la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale, notamment les articles 34 et 3-3-2°

Sur le rapport de Monsieur le Maire et après en avoir délibéré

**IL EST PROPOSE AU CONSEIL MUNICIPAL DE DECIDER**

La création au sein du service de police municipale, d'un emploi de responsable adjoint de la sécurité et de la tranquillité publique dans le cadre d'emploi des rédacteurs, relevant de la catégorie hiérarchique B, à temps complet, pour exercer les missions ou fonctions suivantes :

- Assurer la mise en œuvre de la politique de tranquillité publique portée par la municipalité
- Assurer le suivi administratif du service
- Assurer une représentation du service de police municipale dans les instances internes ou externes
- Développer le partenariat institutionnel
- Elaborer et suivre le budget
- Assurer une veille juridique sur les évolutions législatives et réglementaires en matière de prévention, sécurité et tranquillité publique
- Assurer la mise en place et la gestion du centre de supervision urbain (vidéo-protection)

Cet emploi sera occupé par un fonctionnaire. Toutefois, en cas de recherche infructueuse de candidats statutaires, il pourra être pourvu par un agent contractuel sur la base de l'article 3-3-2° de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984. En effet, cet agent contractuel serait recruté à durée déterminée pour une durée de 3 ans maximum compte tenu de la nature des fonctions très spécialisées.

Certifié exécutoire compte tenu

De la transmission en Préfecture le :

Et de la publication le :

Le contrat de l'agent sera renouvelable par reconduction expresse sous réserve que le recrutement d'un fonctionnaire n'ait pu aboutir. La durée totale des contrats ne pourra excéder 6 ans. A l'issue de cette période maximale de 6 ans, le contrat sera reconduit pour une durée indéterminée.

L'agent devra donc justifier d'une qualification en lien avec les missions et d'une expérience professionnelle dans le domaine. Sa rémunération sera calculée par référence à la grille indiciaire du grade de recrutement.

Le recrutement de l'agent contractuel sera prononcé à l'issue d'une procédure prévue par les décrets n°2019-1414 du 19 décembre 2019 et n°88-145 du 15 février 1988, ceci afin de garantir l'égal accès aux emplois publics.

Les crédits correspondants sont inscrits au budget.

### **ADOpte A L'UNANIMITE**

Ainsi fait et délibéré en séance à Seclin les, jour, mois et an susdits.

Pour extrait conforme,

François-Xavier CADART

Maire de SECLIN  
Conseiller départemental délégué